



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - ID - 2025 - 87

Arras, le **27 MARS 2025**

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

SA VERRIER et fils

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu la circulaire du 09 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu le schéma interdépartemental des carrières du Nord-Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 accordant l'autorisation à la société VERMEULEN GRANULATS d'exploiter une carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 1^{er} octobre 2007 accordant à la société OSCAR SAVREUX le bénéfice de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy», sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 24 octobre 2011 accordant à la Société Matériaux Siliceux de la Somme le bénéfice de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy», sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 08 février 2023 à la Société Matériaux Siliceux de la Somme renouvelant l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy», sur le territoire de la commune de WAILLY BEAUCAMP ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu la demande en date du 03 juillet 2024, complétée les 30 juillet 2024, 1^{er} août 2024, 05 octobre 2024 et 07 janvier 2025 de la Société Verrier et fils par laquelle elle sollicite le transfert de l'autorisation délivrée à la Société Matériaux Siliceux de la Somme pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur la commune de Wailly-Beaucamp au lieu dit "Le Halloy" ;

Vu l'envoi des propositions de l'Inspection de l'environnement par courrier du 14 janvier 2025 ;

Vu la réponse de la Société Verrier et fils en date du 16 janvier 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 31 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que

- tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale et doit être déclaré au Préfet ;
- la demande de changement d'exploitant présentée par la SA Verrier et fils contient les éléments d'appréciation nécessaires permettant de répondre aux exigences réglementaires et notamment aux termes de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;
- la SA Verrier et fils a justifié de la maîtrise foncière de l'intégralité du parcellaire autorisé en exploitation de carrière par le biais d'un acte sous seing privé passé avec la SCI Foncière de l'Authie lui concédant le droit d'exploiter en carrière les parcelles ZC14, ZC25 et ZC26 pour la durée de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 février 2023 susvisé ;
- la SA Verrier et fils a justifié de la constitution des garanties financières pour la phase 1 d'exploitation ;
- les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur la proposition du secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1 : Transfert de l'autorisation

La société Verrier et fils dont le siège social est situé 505 rue des Reptins à Ruitz (62620) est autorisée à se substituer à la société Matériaux Siliceux de la Somme, pour exploiter la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur la commune de Wailly-Beaucamp, lieu dit « Le Halloy », autorisée par arrêté préfectoral du 8 février 2023, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

La société Verrier et fils doit fournir aux services préfectoraux, dès la notification du présent arrêté, l'original de son acte de cautionnement solidaire conforme à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, attestant la constitution de la garantie financière couvrant le phasage d'exploitation concerné (0-5 ans) ;

Article 3 : Droits et obligations du nouvel exploitant

L'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, tels qu'ils sont définis par les arrêtés préfectoraux susvisés, s'applique à la SA Verrier et fils.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Wailly-Beaucamp pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

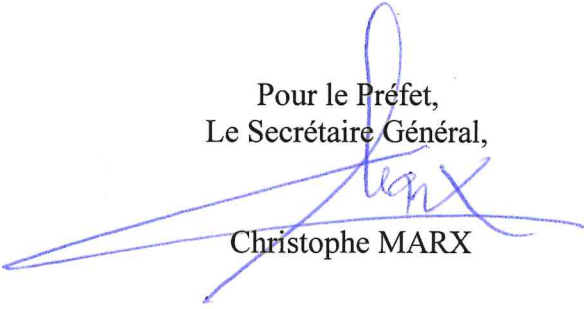
Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-préfète de Montreuil-sur-mer et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société Verrier et fils et dont une copie sera transmise au maire de Wailly-Beaucamp.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Copies destinées à :

- La société Verrier et fils
- la Sous-préfète de Montreuil-sur-mer
- La mairie de Wailly-Beaucamp
- la DREAL/ UD du Littoral

